Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.fr

Non à la fermeture d'Alstom Belfort !

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 28 septembre 2016

Démocratie & Socialisme

Non à la fermeture d'Alstom Belfort !

La fermeture du site Alstom Belfort est inacceptable.
Alstom est un modèle de savoir-faire professionnel pour ses grandes réalisations (trains, turbines, énergie…).

Le groupe se porte bien financièrement, il a des carnets de commande remplis et engrange des profits. Le choix de fermer Belfort n'est pas celui d'une entreprise en difficulté, mais le choix de produire de moins en moins sur le territoire français. Il s'agit de ne plus être un fabricant de train mais un intégrateur dont le métier serait de concevoir puis de mettre en services des matériels roulants en faisant supporter les risques aux équipementiers. C'est la poursuite de la stratégie de « l'entreprise sans usine ».

Cars Macron ou transports publics : il faut choisir !

Le gouvernement laisse se dégrader les transports mis sous tutelle des marchés et des règles libérales européennes. Les cars Macron, la « troisième classe pour les pauvres », visent à remplacer 40 % de TER et Intercités. Ils sont moins confortables, plus dangereux, plus polluants et bientôt, ils seront aussi chers : les entreprises sous-traitantes licencient déjà, prennent des intérimaires, demain des «auto entrepreneurs». Remplacer le rail par la route est non-sens écologique. Les besoins en services publics sont ignorés :

- Baisse des commandes de trains par la SNCF, l'Etat et les régions. Pourtant il y a besoin de renouveler des équipements très anciens et dégradés, ce que demandent les syndicats. Mais cela implique de sortir des logiques de passations de marchés publics sous concurrence acharnée en Europe.
- Alstom privilégie un développement à l'international, dans les pays émergents ou en Europe de l'est, et ferme des sites français sous prétexte de commandes en baisse, délibérément taries par les politiques publiques.
- Après la vente de 70% du groupe à General Electric pour les activités d'énergie, l'Etat détient 20 % des parts allouées. Il est donc responsable, et au courant des menaces puisque les syndicats l'avaient déjà alerté.

Sauver l'emploi, *répondre aux besoins sociaux et écologiques*

La priorité est de redonner des commandes à Belfort. Pour cela nous proposons :

- Un pôle concerté de commandes publiques pour l'industrie ferroviaire et les transports publics, associant Sncf, RATP, régions, Etat.
- Pour satisfaire les besoins sociaux et écologiques, il faut **entreprendre une transition globale**, à l'échelle du pays, du transport routier, polluant, vers le ferroutage. Dans une logique de maillage des territoires et d'égalité de traitement des citoyen-nes, **assurer le maintien des lignes fragiles ou des dessertes menacées**, et prévoir les grands équipement réellement utiles, le remplacement des vieux matériels.
- Pour respecter les salarié-es et développer les emplois locaux, il s'agit de mettre en place une **politique offensive** : refuser la logique des marchés publics concurrentiels « au moins disant » social. Les cahiers des charges des marchés publics doivent comprendre des clauses écologiques, de développement territorial, des clauses sociales (l'emploi) et de maintien des savoir-faire professionnels.
- Un contrôle préalable sur les licenciements doit être rétabli de façon à empêcher les licenciements boursiers abusifs, afin de « tenir » ainsi les patrons bradeurs d'emploi sous le contrôle de la puissance publique.

Mettre Alstom sous contrôle public

- Il faut agir pour une politique industrielle européenne de transports publics, associant les chemins de fer de tous les pays, les constructeurs, avec des clauses d'exigences publiques contrôlées par le parlement européen.
- Le contrôle public sur Alstom doit s'affirmer ; pour certains ce doit être par une prise de participation très majoritaire, pour d'autres à travers une nationalisation démocratique avec un pouvoir de gestion des salariés, en lien avec les autres entreprises publiques (SNCF-RATP), leurs salariés et les usagers. Quoi qu'il en soit dans l'immédiat un droit de préemption doit être institué afin de permettre aux salarié-es de prendre plus de pouvoir dans la vie et les décisions de leur entreprise, sur le modèle des entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Solidarité *avec les travailleurs-euses d'Alstom.*

Nous sommes aux côtés des travailleurs-euses d'Alstom en lutte pour défendre leur emploi. Les organisations syndicales, le mouvement social et démocratique, les organisations de la gauche politique doivent dire d'une seule voix : assez de destruction d'emploi pour le profit des actionnaires !

Tract : Non à la fermeture d'Alstom Belfort

Copyright © Démocratie & Socialisme